

**BUREAU METROPOLITAIN DU
LUNDI 18 MARS 2024**

NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS EN EXERCICE : 16 QUORUM : 9		
PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
13	0	3
OBJET DE LA DECISION N° 24/179 CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DES SERVICES DE LA VILLE DE LA SEYNE- SUR-MER AU BENEFICE DE LA METROPOLE TPM DANS LE CADRE DE LA CONVENTION PLURIANNUELLE DU NOUVEAU PROGRAMME NATIONAL DE RENOUVELLEMENT URBAIN (NPNRU) - AUTORISATION DE SIGNATURE		

Le Bureau Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre GIRAN.

PRESENTS :

M. Thierry ALBERTINI, Mme Hélène ARNAUD-BILL, M. Robert BENEVENTI, Mme Nathalie BICAIS, M. Robert CAVANNA, M. Jean-Pierre GIRAN, M. Arnaud LATIL, M. Cheikh MANSOUR, Mme Josée MASSI, M. Jean-Louis MASSON, M. Ange MUSSO, M. Francis ROUX, M. Hervé STASSINOS.

ABSENTS :

Mme Geneviève LEVY, M. Jean-Sébastien VIALATTE, M. Gilles VINCENT.

DÉCISION MÉTROPOLITAINE

N° 24/179

BUREAU DU 18 MARS 2024

**O B J E T : CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DES
SERVICES DE LA VILLE DE LA SEYNE-SUR-MER AU
BENEFICE DE LA METROPOLE TPM DANS LE CADRE
DE LA CONVENTION PLURIANNUELLE DU NOUVEAU
PROGRAMME NATIONAL DE RENOUVELLEMENT
URBAIN (NPNRU) - AUTORISATION DE SIGNATURE**

LE BUREAU MÉTROPOLITAIN,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU l'avis du Comité Technique de la Métropole Toulon Provence Méditerranée en date du 8 Juin 2021,

VU l'avis du Comité Technique de la Ville de La Seyne-sur-Mer en date du 25 Juin 2021,

VU la convention ci-annexée,

VU l'avis de la Commission Politique de la Ville Habitat du 25 novembre 2021,

CONSIDERANT la nécessité d'une bonne organisation des services de chacune des collectivités dans le cadre de la contractualisation du PRIR du centre-ville de La Seyne-sur-Mer au titre du dispositif Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU),

CONSIDERANT que la mise à disposition de services de la Ville de La Seyne-sur-Mer concerne expressément ces services et missions exercées,

CONSIDERANT qu'il y a lieu, dans les conditions susvisées, de signer ladite convention,

Et après en avoir délibéré,

D E C I D E

ARTICLE 1

D'ADOPTER l'exposé qui précède.

ARTICLE 2


D'AUTORISER Monsieur le Président à signer la convention de mise à disposition des services de la Ville de La Seyne-sur-Mer auprès de la Métropole Toulon Provence Méditerranée, dans les conditions et pour la durée qui y sont définies ainsi que tout document tendant à rendre effective cette décision.

ARTICLE 3

DE DIRE que les remboursements seront imputés au Budget Principal 2024 (et suivants), opération n° 51222, article n° 62875.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 18 mars 2024


Jean-Pierre GIRAN
Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

POUR 13
CONTRE 0
ABSTENTION 0



Convention de mise à disposition de services ascendante de la Ville de La Seyne-sur-Mer

au bénéfice de la Métropole Toulon Provence Méditerranée sur le fondement de l'article L5211-4-1 II du CGCT pour l'exercice de la compétence « Politique de la Ville »

Entre :

- la Commune de La Seyne-sur-Mer,

représentée par le Maire Nathalie BICAIS autorisé par délibération du Conseil municipal du2023, n°..... à contracter la présente convention

d'une part,

et :

- la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

représentée par le Président Jean-Pierre GIRAN autorisé par délibération du bureau communautaire du 18 Mars 2024, n° à contracter la présente convention

D'autre part,

VU la loi n°2015-991 du 7 août 2015, notamment son article 72, codifié à l'article L5211-4-1 II du Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU l'article D 5211-16 du CGCT fixant les modalités de remboursement des frais de fonctionnement du service mis à disposition en application du II de l'article L 5211-4-1.

VU l'avis du comité technique de la Ville de La Seyne-sur-Mer du 25 Juin 2021 sur le projet de convention de mise à disposition de service,

VU l'avis du comité technique de la Métropole Toulon Provence Méditerranée du 8 Juin 2021 sur le projet de convention de mise à disposition de services,

Considérant que le service commun constitue un outil juridique de mutualisation permettant de regrouper les services et équipements d'un EPCI à fiscalité propre et de ses communes membres, de mettre en commun des moyens afin de favoriser l'exercice des missions de ces structures contractantes et de rationaliser les moyens mis en œuvre pour l'accomplissement de leurs missions. En l'espèce, les services

communs interviennent dans les domaines de la Politique de la Ville et du Renouvellement Urbain.

Cette mutualisation a vocation dans le cadre de la contractualisation des PRIR des Centres-Villes de Toulon et de La Seyne-sur-Mer, au titre du dispositif NPNRU de l'ANRU, de mettre en œuvre une équipe opérationnelle de suivi et d'animation.

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

Article 1 : Objet de la convention

Après avoir informé les organes délibérants et recueilli les avis des instances consultatives, la Commune de La Seyne-sur-Mer décide de mettre à disposition de la Métropole Toulon Provence Méditerranée une partie de ses services pour l'exercice de la compétence métropolitaine suivante :

- Politique de la Ville et pour les missions définies à l'article 2 ci-après

Article 2 : Service mis à disposition

Dénomination du service : Pôle « Cohésion et Dynamiques des Territoires »

Missions :

- o Suivre le NPNRU du Centre-ville de La Seyne-sur-Mer
- o Assurer le bon déroulement et l'avancement des projets (phase étude et opérationnelle)
- o Monter, coordonner les projets du centre-ville
- o Assurer l'interface avec les intervenants de la Ville et les partenaires extérieurs pour le NPNRU.
- o Coordonner et concevoir sur le plan administratif
- o Assurer le suivi financier des opérations
- o Coordonner, animer, piloter au niveau opérationnel
- o Conseiller, donner une expertise

Nombre d'agents territoriaux concernés par la mise à disposition de service : 1

Article 3 : Personnel mis à disposition

Il est constaté que participent aux missions décrites à l'article 2 l'équivalent de 0,5 ETP.

L'(les) agent(s) est (sont) :

- mis à la disposition de la partie bénéficiaire pour la durée de la présente convention.
- individuellement informé(s) ainsi que les CT compétents.

Les quotités précisées pourront, en tant que de besoin, être modifiées d'un commun accord entre les parties, et ce en fonction de l'évolution des besoins respectifs constatés pour la commune et pour la Métropole Toulon Provence Méditerranée. Toute modification des quotités de travail devra faire l'objet d'une actualisation des annexes de la présente convention.

En cas de mobilité ou de départ de la commune d'un agent mis à disposition, la commune de La Seyne-sur-Mer s'engage à avertir dans les meilleurs délais la Métropole TPM de la vacance du poste.

Toute mise à disposition d'un nouvel agent par la ville de La Seyne-sur-Mer auprès de la Métropole TPM devra obligatoirement faire l'objet d'une actualisation des annexes de la présente convention.

Une liste nominative des agents mis à disposition (Annexe 2) sera transmise à la Métropole TPM annuellement et simultanément avec l'Annexe 1 (Tableau de calcul du coût unitaire de service).

Les agents mis à disposition sont placés sous l'autorité fonctionnelle du Président de la Métropole et demeurent sous la responsabilité de leur commune d'origine qui continue à gérer leur situation administrative, (congés, discipline, promotion, formation).

L'évaluation individuelle (entretien professionnel) continue de relever de la commune toutefois un rapport sur la manière de servir de l'agent mis à disposition assorti d'une proposition d'appréciation de la valeur professionnelle est établi par son supérieur hiérarchique au sein de l'EPCI et transmis à la commune

En cas de faute, une procédure disciplinaire peut être engagée par la commune de La Seyne-sur-Mer. Elle peut être saisie par la Métropole TPM.

L'agent mis à disposition continue à percevoir la rémunération correspondant à son grade ou à l'emploi qu'il occupe dans son administration d'origine. Sous réserve des remboursements de frais, il ne peut percevoir aucun complément de rémunération.

L'administration d'origine délivre les autorisations de travail à temps partiel des agents mis à disposition et autorise les congés de formation professionnelle ou pour formation syndicale après accord de l'administration d'accueil.

La commune de La Seyne-sur-Mer supporte seule, les charges résultant d'un accident survenu dans l'exercice des fonctions ou d'un congé pour maladie qui provient de l'une des causes exceptionnelles prévues à l'article L27 du Code des pensions civiles et militaires de retraite, ainsi que de l'allocation temporaire d'invalidité.

Article 4 : Conditions de remboursement

Définition du mode de calcul du remboursement des frais des services mis à disposition

Conformément à l'article L. 5211-4-1 du CGCT, la mise à disposition des services de la commune au profit de l'EPCI fait l'objet d'un remboursement par le bénéficiaire de la mise à disposition des frais de fonctionnement du service mis à disposition.

Le décret n°2011-515 du 10 mai 2011 définit le mode de calcul du coût des services mis à disposition entre communes et communautés. Il prévoit que le remboursement des frais de fonctionnement du service mis à disposition s'effectue sur la base d'un « coût unitaire de fonctionnement » multiplié par le nombre d'unités de fonctionnement

constatées par la collectivité bénéficiaire de la mise à disposition. Il n'y a pas de définition juridique arrêtée en la matière, l'unité de fonctionnement regroupe l'ensemble des moyens qui sont mis en œuvre pour délivrer une prestation (unités d'œuvre).

Ainsi, le coût unitaire intègre :

- Les charges de personnel (régime indemnitaire inclus)
- Les fournitures (électricité, fournitures de bureau et informatiques ...)
- Le coût de renouvellement des biens et des matériels

A l'exclusion de toute autre dépense non strictement liée au fonctionnement du service.

Calcul du coût unitaire

Ce coût unitaire est constaté à partir des derniers comptes administratifs, actualisés des modifications prévisibles des conditions d'exercice de l'activité au vu du budget primitif de l'année.

Le coût unitaire est calculé par la collectivité qui met son service à disposition (la Mairie) et il est porté à la connaissance de l'entité bénéficiaire du service (la Communauté) chaque année avant la date d'adoption du budget.

Article 5 : Modalités de remboursement

Le remboursement des frais s'effectue sur la base d'un état annuel indiquant la liste des recours au service, convertis en unités de fonctionnement. Le coût unitaire est porté à la connaissance de l'EPCI, chaque année, avant la date d'adoption du budget. Pour l'année de signature de la convention, le coût unitaire est porté à la connaissance de l'EPCI dans un délai de trois mois à compter de la signature de la convention.

Article 6 : Assurances et responsabilités

Durant la mise à disposition du service, le ou les agents concernés agiront sous la responsabilité de la Métropole qui pourra en cas de faute lourde se retourner contre la commune. Il contrôle l'exécution de ces tâches.

Article 7 : Durée et date d'effet de la présente convention – Modification

La présente convention est conclue pour une durée de quatre ans à compter du 1er Septembre 2021 sauf dénonciation de l'une ou l'autre des parties dans les conditions définies à l'article 8 de la présente convention.

Néanmoins, elle pourra être modifiée par voie d'avenant accepté par les deux parties.

Article 8 : Fin de la mise à disposition

La présente convention pourra être résiliée, soit d'un accord commun entre les parties, soit par l'une ou l'autre des parties, moyennant le respect d'un préavis de 6 mois suivant la notification de la délibération de l'organe délibérant compétent avec effet au 31 décembre suivant. Dans cette hypothèse, les parties se rapprocheront, afin d'évaluer de concert, les modalités de sortie de la convention.

Article 9 : Litiges relatifs à la présence convention

Les parties s'engagent à rechercher, en cas de litige sur l'interprétation ou l'application de la présente convention, toute voie amiable de règlement avant de soumettre tout différent à une instance juridictionnelle. En cas d'échec de ces voies amiables, tout litige pouvant survenir, du fait de la présente convention, relève de la compétence du tribunal administratif de Toulon.

Article 10 : Dispositions terminales

La présente convention sera transmise en Préfecture et notifiée aux services concernés, ainsi qu'aux trésoreries et aux assureurs respectifs de la commune et de la Métropole.

Fait le _____

Pour la Ville de La Seyne-sur-Mer

Pour la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

Le Maire
Nathalie BICAIS

Le Président
Jean-Pierre GIRAN

